



Direction de la Commande Publique
42 rue Paul Duez
59000 LILLE

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

MARCHE 2025T016

**Travaux de rénovation des amphithéâtres et
Mise en sécurité incendie des bâtiments M1 et P1
du campus Cité Scientifique de l'Université de Lille**

PROCEDURE FORMALISEE / APPEL D'OFFRES OUVERT

*(En application des articles L2124-1, L 2124-2, R2124-1, R2124-2 (1°) et R2161-1 à R2161-5
du Code de la Commande Publique)*

Le présent CCAP comporte 28 feuillets numérotés.

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1- Objet du Marché	4
1.2- Forme et décomposition du marché	4
1.2.1 Lots	4
1.2.2 Phases	4
1.3- Lieu d'exécution des prestations.....	5
1.4- Maîtrise d'ouvrage.....	5
1.5- Maîtrise d'œuvre.....	5
1.6- Bureau de contrôle.....	5
1.7- Coordination Sécurité	5
1.8- Ordre de service.....	5
1.9- Redressement ou liquidation judiciaire.....	6
1.10- Prestations similaires.....	6
1.11- Recours aux marchés négociés.....	6
1.12- Clauses de réexamen	6
1.12.1- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution.....	6
1.12.2- Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution.....	7
1.12.3- Clause relative à la répartition des prestations et paiements entre cotraitants en cas de groupement titulaire	7
1.12.4- Augmentation des prix unitaires.....	8
1.12.5- Clause de substitution de matériaux ou fournitures	8
1.12.6- Clause de substitution d'un indice/ index disparu pour le calcul de la variation des prix.....	9
1.12.7- Application d'un indice/ index à un prix nouveau notifié par ordre de service à l'article 1.3.1 du CCAP pour le calcul de la variation des prix.....	10
1.12.8- Clause de suspension des délais et pénalités.....	10
1.12.9- Clause relative à la gestion de certaines prestations supplémentaires ou modificatives hors avenant.....	11
1.13- Obligation de confidentialité, protection des données à caractère personnel et mesures de sécurité.....	11
1.13.1- Obligation de confidentialité.....	11
1.13.2- Protection des données à caractère personnel.....	11
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	12
2.1- Ordre de priorité.....	12
2.3- Pièces à délivrer au titulaire	13
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION.....	13
3.1- Généralités.....	13
3.1.1- Forme des prix.....	13
3.1.2- Contenu des prix.....	13
3.1.3- Révision des prix – Articles R2112-13 à R2112-18 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.....	14
3.2- Règlement des comptes	15
3.2.1- Modalités de transmission et de paiement	15
3.2.2- Rythme des règlements.....	15
3.3- Paiement des sous-traitants et cotraitants	16
3.3.1 Désignation des sous-traitants.....	16
3.3.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants	16
3.3.3 Co-traitance	17
3.3.4 Rémunération des co-traitants.....	17
ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION – PENALITÉS ET PRIMES	17
4.1- Délais d'exécution.....	17
4.1.1- Délai global d'exécution.....	17
4.1.2- Délais partiels.....	17
4.2- Prolongation du délai d'exécution.....	18
4.3- Fourniture des DOE.....	18
4.4- Pénalités.....	18
4.4.1- Retards dans l'exécution des travaux.....	19
4.4.3- Retard dans l'établissement, la présentation et la correction des documents	20
4.4.4- Autres pénalités	20

Non présentation d'échantillon.....	21
Respect du site.....	21
Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.	21
Pénalités pour non-respect de la réglementation RGPD.....	21
4.7- Exonération des pénalités	21
ARTICLE 5. CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	21
5.1- Cautionnement retenue de garantie	21
5.2- Avance.....	22
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS..	22
6.1- Provenance des matériaux et produits.....	22
6.2- Mise à disposition des carrières ou lieux d'emprunt	22
6.3- Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	23
6.3.1- Caractéristiques et qualités.....	23
6.3.2- Vérification	23
6.3.3- Essais et vérifications.....	23
6.4- Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'Ouvrage.	23
ARTICLE 7. PREPARATION COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	23
7.1- Période de préparation	23
7.2- Rendez-vous de chantier	23
7.3- Tenue à jour des plans d'exécution et document de chantier.....	24
7.4- Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	24
ARTICLE 8. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	24
8.1- Nettoyage de chantier.....	24
8.2- Réception globale et réception partielle.....	24
8.2.1- Réception.....	24
8.2.2- Réception partielle.....	25
8.3- Délai de garantie	25
8.4- Assurances.....	25
8.5- Mesures coercitives.....	26
ARTICLE 9. RESILIATION DU MARCHE.....	26
9.1- Résiliation pour faute du titulaire.....	26
9.2- Résiliation pour motif d'intérêt général.....	27
ARTICLE 10. COMPTE PRORATA.....	27
ARTICLE 11. LITIGES ET DIFFERENDS	28
ARTICLE 12. DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	28

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1- Objet du Marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération ci-après :

Travaux de rénovation des amphithéâtres et mise en sécurité incendie des bâtiments M1 et P1 du Campus Cité Scientifique de l'Université de Lille

La description des ouvrages et prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et documents qui lui sont annexés. Le maître d'ouvrage s'est efforcé de renseigner les entrepreneurs sur la nature des ouvrages à exécuter, sur leur nombre, dimensions et localisation, mais ces descriptions n'ont pas un caractère limitatif et par conséquent, les entrepreneurs devront prévoir tous les travaux indispensables pour assurer le complet et parfait achèvement des constructions projetées, conformément aux règles de l'art et ceci sans qu'ils puissent prétendre à aucune majoration du prix forfaitaire pour raisons d'omission aux plans ou au CCTP, par suite de difficultés ou sujétions de quelque nature que ce soit se rapportant aux travaux.

L'entrepreneur sera tenu d'exécuter toutes les prestations nécessaires pour achever les travaux de son lot et ceci sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration du prix forfaitaire. En particulier, il ne sera accordé aucun supplément pour les modifications de détail nécessitées par les exigences de la construction ou par les imprévus des entrepreneurs.

Dans ce CCAP, le titulaire du marché sera désigné par le terme général « entrepreneur ».

1.2- Forme et décomposition du marché

Le présent marché est passé sous la forme d'un appel d'offres ouvert au sens des articles L2124-1, L 2124-2, R2124-1, R2124-2 (1°) du Code de la commande publique.

1.2.1 Lots

Le présent marché comporte 8 (huit) lots :

- Lot 01 : Gros œuvre
- Lot 02 : Menuiseries extérieures – Serrurerie
- Lot 03 : Plâtrerie - Isolation - Faux plafonds
- Lot 04 : Menuiseries intérieures – Signalétique
- Lot 05 : Rénovation du mobilier d'amphithéâtres
- Lot 06 : Revêtements de sol - Parquet - Peinture – Nettoyage
- Lot 07 : Installations de chantier – Électricité
- Lot 08 : CVC - Désenfumage

Pour information, le lot Curage -Désamiantage (Lot 00) a été attribué via la centrale d'achat Centralis et démarrera en amont des prestations objet de la présente consultation.

1.2.2 Phases

Le présent marché est décomposé en phases, qui sont les suivantes :

- Phase 1 : Bâtiment M1
- Phase 2 : Bâtiment P1

Chacune de ces phases correspond à un délai partiel (DP) de réalisation, précisé à l'article 4.1.2 du présent CCAP.

Les phases seront notifiées par voie d'ordre de service.

1.3- Lieu d'exécution des prestations

Campus Cité Scientifique
Bâtiments M1 et P1
59650 VILLENEUVE D'ASCQ

1.4- Maîtrise d'ouvrage

Personne publique contractante :

Monsieur Régis BORDET
Président de l'Université de Lille
42 rue Paul Duez
59000 LILLE

1.5- Maîtrise d'œuvre

SAS CARTA, REICHEN ET ROBERT ASSOCIES
17 rue Brézin
75014 PARIS

Co-traitants :

PROJEX/ DIAGOBAT
30 place Salvador Allende
59 650 VILLENEUVE D'ASCQ

IMPERIUM – groupe PROJEX (mission OPC)
30 place Salvador Allende
59 650 VILLENEUVE D'ASCQ

1.6- Bureau de contrôle

APAVE NORD-OUEST SAS
340 Avenue de la Marne – CS 43013
59703 MARCQ EN BAROEUL

1.7- Coordination Sécurité

APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION
340 Avenue de la Marne – CS 43013
59703 MARCQ EN BAROEUL

Il appartient au titulaire du marché de prendre contact **avant le commencement des travaux** avec M. Thomas BEQUEREL par mail à l'adresse suivante : thomas.bequerel@univ-lille.fr afin d'établir un « **Plan de Prévention** » destiné à informer nos utilisateurs des risques particuliers liés à l'intervention des entreprises sur leur lieu de travail.

1.8- Ordre de service

Tout ordre de service prescrivant l'exécution de travaux supplémentaires, l'interruption ou la reprise du chantier, la modification de délais partiel ou global, qui entraînerait une modification du prix, devra être visé par le Maître d'ouvrage préalablement à sa notification à l'entreprise avant tout commencement d'exécution. Tous travaux engagés sans ordre de service non préalablement signé du maître d'ouvrage le seront aux frais et risques de l'entrepreneur.

Chaque phase fera l'objet d'un ordre de service distinct. Les deux phases ne sont pas successives.

1.9- Redressement ou liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 50.1.2 du C.C.A.G travaux et aux articles L621-28 et L621-36 du Code du Commerce, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire :

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

- En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de réponse négative, en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prorogé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit pour le titulaire, à aucune indemnité.
- En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

1.10- Prestations similaires

Pour chaque lot, il est prévu la possibilité de passer un ou plusieurs marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique pour le marché dans les conditions suivantes :

- La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du marché initial ;
- Pour chaque marché de prestations similaires au marché initial, le titulaire s'engage à respecter a minima les prix concernés du marché initial, sauf justifications dûment apportées et librement acceptées par le pouvoir adjudicateur ;

En cas de refus du pouvoir adjudicateur d'accepter un quelconque dépassement des prix concernés, le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de ce refus pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations que ce soit dans le cadre du marché initial ou du marché de prestations similaires.

1.11- Recours aux marchés négociés

En application de l'article R2122-2 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, l'Université se réserve le droit de recourir aux marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalable

1.12- Clauses de réexamen

En complément des clauses qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du présent marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

1.12.1- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,

- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

À l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

1.12.2- Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

1.12.3- Clause relative à la répartition des prestations et paiements entre cotraitants en cas de groupement titulaire

La présente clause de réexamen a pour objet de définir les modalités de modification de la répartition des prestations et des paiements entre les cotraitants d'un groupement titulaire en cours d'exécution du marché, par ordre de service émis par le pouvoir adjudicateur ou, à défaut, par avenant.

La modification de la répartition des prestations et des paiements entre les cotraitants peut être envisagée en cas de défaillance d'un cotraitant, réorganisation interne du groupement, optimisation des ressources et des compétences des cotraitants et toute autre raison jugée pertinente par les parties.

La demande de réexamen devra être initiée par le mandataire du groupement. La demande doit être transmise par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

La demande de réexamen doit inclure :

- Les motifs justifiant la modification.
- La nouvelle répartition des prestations entre les cotraitants.
- La nouvelle répartition des paiements correspondants.
- Les justificatifs techniques et financiers nécessaires à l'instruction de la demande.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la demande pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord exprès n'est intervenu dans ce délai, la position de refus du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut.

En cas d'accord entre les parties, la modification de la répartition des prestations et des paiements pourra être formalisée par un ordre de service émis par le pouvoir adjudicateur, ou à défaut par avenant qui précisera :

- La nouvelle organisation du groupement.
- La nouvelle répartition des prestations.
- La nouvelle répartition des paiements.

En cas d'impact sur le(s) délai(s) du marché de ladite modification de la répartition des prestations et des paiements, un avenant sera obligatoire.

En l'absence d'accord entre les parties dans un délai de 45 jours suivant la demande de réexamen, le groupement titulaire s'engage à poursuivre sans réserve ni réclamation l'exécution du marché dans les conditions prévues avant la demande réexamen afin de garantir la continuité de l'exécution du marché. À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché pour motif d'intérêt général.

Les parties s'engagent à fournir tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande de réexamen. Le pouvoir adjudicateur peut procéder à un contrôle des informations données par le titulaire. À cet effet, le titulaire doit permettre l'accès aux documents et informations nécessaires à la vérification de la demande, y compris les audits financiers et techniques, dans un délai de 15 jours suivant la demande du pouvoir adjudicateur. En cas de non-conformité des informations fournies, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter la demande de réexamen et de prendre les mesures appropriées.

La formalisation se fait par OS ou par avenant.

1.12.4- Augmentation des prix unitaires

En cas d'augmentation des coûts résultant de circonstances extérieures aux parties et conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du présent marché des sommes représentant plus de quinze (15) % du prix stipulé à la décomposition du prix global et forfaitaire actualisée conformément à l'article 3.1.3 du présent CCAP, en application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, les parties pourront décider de modifier les prix du marché dans les conditions définies ci-après, étant précisé que la présente clause s'applique par prix de la décomposition du prix global et forfaitaire.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision du pouvoir adjudicateur mais est initiée par le seul titulaire.

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justifiant le dépassement du seuil précisé au premier alinéa du présent article. À cet effet, il produit toutes les pièces justificatives permettant de démontrer l'existence de ce dépassement et de justifier de ses causes (notamment les courriers des fabricants ou fournisseurs, factures d'achats datés, attestations comptables, évolution des cours mondiaux...).

À la suite de la réception de cette demande et sous réserve de sa complétude, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision dans un délai de trente jours. S'il entend mettre en œuvre la présente clause, il notifie dans ce délai au titulaire un ou plusieurs prix nouveau(x) permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts.

En tout état de cause, ce(s) prix nouveau(x) n'excèdera(ont) pas le montant calculé comme suit :

$$\text{Prix initial révisé € HT} + (\text{Prix initial révisé € HT} \times \text{pourcentage d'augmentation constaté} \times 70\%)$$

Le titulaire dispose alors d'un délai de quinze jours suivant la notification du(es) prix nouveau(x) pour l'(es) accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté le(s) prix nouveau(x) fixé(s) par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'acceptation, le(s) prix nouveau(x) s'applique(nt) en lieu et place du(es) prix de la décomposition du prix global et forfaitaire. En cas de refus, le(s) prix initial(ux) demeure(nt) applicable(s).

L'ensemble des prix nouveaux ainsi notifiés pourra être modifié par le pouvoir adjudicateur en cas de baisse des coûts au cours de l'exécution du marché et sans l'accord préalable du titulaire si ce dernier ne justifie pas du maintien de la hausse des prix à première demande du pouvoir adjudicateur selon le formalisme précité.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

1.12.5- Clause de substitution de matériaux ou fournitures

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement de l'un des matériaux (ou fournitures) prévu au marché pour des raisons extérieures au titulaire, ce dernier sera autorisé à y substituer un nouveau matériau (ou fourniture) dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision du pouvoir adjudicateur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justificatif exposant a minima :

- Les causes faisant obstacle à l'approvisionnement du matériau susvisé et les justificatifs nécessaires. Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve de ce que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans des délais et notamment, qu'il a procédé à cette commande dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.
- Le ou le(s) matériau(x) de substitution proposé(s).
- La conformité du (ou des) matériau(x) proposé(s) avec les conditions fixées par le marché et notamment avec les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Le titulaire fournit des pièces permettant de justifier des surcoûts liés à la mise en œuvre du ou des matériaux de substitution.

À la suite de la réception de cette demande, sous réserve de sa complétude, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de trente jours pour notifier sa décision au titulaire. Lorsqu'il décide de faire droit à cette demande, en cas de pluralité de matériau(x) ou fournitures proposé(s), le pouvoir adjudicateur précise le matériau ou les fournitures dont l'emploi est autorisé en lieu et place des conditions fixées par le marché.

Les prix correspondants ne sont modifiés que si la décision précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues à l'article 13 du CCAG Travaux. Par dérogation à cette stipulation, les prix provisoires sont notifiés par ordre de service dans les quinze jours qui suivent la décision du pouvoir adjudicateur.

En cas de refus de faire droit à cette demande, la décision du pouvoir adjudicateur s'impose au titulaire qui devra respecter les conditions fixées au marché.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

1.12.6- Clause de substitution d'un indice/ index disparu pour le calcul de la variation des prix

En cas de disparition, en cours d'exécution du présent marché, d'un indice/index référencé pour le calcul de la variation des prix à l'article 3.1.3 du présent CCAP, le titulaire s'engage à notifier sans délai cette situation au pouvoir adjudicateur, en fournissant toutes les informations pertinentes et disponibles concernant cette disparition.

Suite à cette notification, les parties se réuniront dans un délai de 30 jours maximum pour examiner de bonne foi les alternatives possibles et convenir d'un nouvel index/indice de substitution qui reflète au mieux les variations économiques affectant le coût des prestations objet du marché.

Le nouvel index/ indice de substitution sera choisi en tenant compte de sa pertinence par rapport à l'objet du marché, de sa reconnaissance officielle et de sa régularité de publication.

Les parties s'efforceront de sélectionner un index/indice qui assure une équivalence économique avec l'index/indice disparu, afin de maintenir l'équilibre financier du contrat.

Une fois le nouvel index/ indice de substitution convenu, les modalités de son application pour le calcul de la variation des prix seront formalisées par un avenant au marché.

Cet avenant précisera la date d'effet du nouvel index/indice, ainsi que toute modification nécessaire des formules de variation des prix initialement prévues.

En attendant la formalisation du changement d'index/indice par avenant, les parties conviennent que la variation des prix sera temporairement suspendue. Une régularisation sera effectuée rétroactivement une fois le nouvel index/indice appliqué si cela est prévu explicitement par l'avenant.

Les dispositions précitées s'appliquent également dans les cas suivants :

- Lorsque plusieurs séries utilisées pour l'indexation/indice correspondantes sont proposées, le choix de la série correspondante devra faire l'objet d'un avenant, sauf si en raison de l'objet même du marché, l'index/indice nouveau s'impose à l'évidence et dans la mesure où le libellé de l'indice/index (notamment son numéro de référence) n'est pas substantiellement modifié.

- Si l'objet du marché justifie l'utilisation de plus d'un index/indice dans la nouvelle série par rapport à la série ancienne.

Les dispositions précitées ne s'appliqueront pas dans les cas suivants :

- Prolongation d'une ancienne série d'index/indice par une nouvelle série correspondante et un coefficient de raccordement publiés quand la série correspondante est unique : l'information du comptable suffira,
- Changement de base de l'index/indice concerné.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

1.12.7- Application d'un index/ indice à un prix nouveau notifié par ordre de service à l'article 1.3.1 du CCAP pour le calcul de la variation des prix

Les dispositions suivantes s'appliquent pour le marché :

En cas d'absence d'un index/indice référencé pour le calcul de la variation d'un prix nouveau notifié par ordre de service et n'apparaissant pas à l'article 3.1.3 du présent CCAP, et sauf s'il est indiqué dans l'ordre de service que le prix concerné n'est pas soumis à variation de prix (prix fermes, non actualisables et non révisables), le titulaire s'engage à notifier sous quinze jours cette situation au pouvoir adjudicateur, en fournissant toutes les informations pertinentes et disponibles concernant cette absence et l'index/indice proposé.

Suite à cette notification, les parties se réuniront dans un délai de 30 jours maximum pour convenir d'un index/indice qui reflète au mieux les variations économiques affectant le coût des prestations concernées par le prix.

Cet index/ indice sera choisi en tenant compte de sa pertinence par rapport à l'objet du marché, de sa reconnaissance officielle et de sa régularité de publication.

Les parties s'efforceront de sélectionner un index/indice le plus adapté possible afin de maintenir l'équilibre financier du contrat.

Une fois l'index/ indice convenu, et si cela s'avère nécessaire, les modalités de son application pour le calcul de la variation du prix concerné seront formalisées par un avenant au marché.

En attendant l'intégration dudit index/indice par avenant, les parties conviennent que la variation du prix concerné sera temporairement suspendue. Une régularisation sera effectuée rétroactivement une fois le nouvel index/indice appliqué si cela est prévu explicitement par l'avenant.

Passé les délais précités, et sauf si le prix nouveau concerné n'est pas soumis à variation de prix (prix fermes, non actualisables et non révisables), l'index suivant s'applique d'office :

- BT01 Tous corps d'état - Base 2010 Identifiant 001710986

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

1.12.8- Clause de suspension des délais et pénalités

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision du pouvoir adjudicateur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. À cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

À la suite de la réception de cette demande, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation accordée sera notifiée au titulaire.

Le ou les délai(s) ainsi prolongé(s) a (ont) les mêmes effets que le(s) délai(s) contractuel(s). Cette décision n'ouvre pas à droit à indemnité pour le titulaire. À défaut, en cas de refus de faire droit à cette demande, la décision du pouvoir adjudicateur s'impose au titulaire qui devra se conformer au(x) délai(s) contractuel(s) sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

1.12.9- Clause relative à la gestion de certaines prestations supplémentaires ou modificatives hors avenant

Le pouvoir adjudicateur pourra librement mettre en œuvre la possibilité de ne pas modifier le marché par avenant en cas d'ordre de service (OS) notifié dans les conditions cumulatives suivantes :

- Nature du marché concerné :

Le marché doit être à prix estimatif ;

- Objet de la clause :

Cette clause s'applique aux OS concernant les prestations supplémentaires ou modificatives, nécessaire au bon achèvement des ouvrages, conformément à l'article 13 du CCAG Travaux contractuel ;

- Acceptation du prix provisoire :

Tout prix provisoire doit être devenu définitif suite à son acceptation (tacite ou expresse), sans réserve, par le titulaire ;

- Validation par le pouvoir adjudicateur :

L'OS doit avoir été validé par le pouvoir adjudicateur préalablement à sa notification par le maître d'œuvre au titulaire ou avoir été notifié directement par le pouvoir adjudicateur ;

- Non-modification substantielle :

L'OS ne doit pas entraîner de modifications substantielles, conformément à l'article R2194-7 du code de la commande publique ;

- Montant final inférieur :

Le montant final du marché initial (éventuellement majoré par avenant) constaté avant sa clôture financière doit être inférieur à celui fixé contractuellement, et ce uniquement en raison de variations de quantités.

L'OS notifié suffira alors comme pièce justificative.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision du pouvoir adjudicateur. À défaut, un avenant sera nécessaire dans le cadre de la réglementation relative aux modifications en cours de contrat prévu au code de la commande publique.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

1.13- Obligation de confidentialité, protection des données à caractère personnel et mesures de sécurité

1.13.1- Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

1.13.2- Protection des données à caractère personnel

Chaque partie du marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1- Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières pour le lot concerné dans sa dernière version dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seule foi ;
2. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seule foi ;
3. Le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 du CCAG Travaux et comportant les dates de début et de fin des travaux dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seule foi ;
4. Le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC)
5. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour le lot concerné ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seule foi ;
Par ordre de priorité, les annexes du CCTP sont les suivantes :
 - PGC
 - RICT
 - Généralité_Notice acoustique
 - Généralité_notice économie circulaire
 - Généralité_notice thermique
 - Généralité_STD
 - Généralité_charte chantier propre
 - Généralité_notice architecturale
 - Cahier des charges fonctionnel M1
 - Cahier des charges fonctionnel P1
 - Les pièces graphiques du bâtiment M1
 - Les carnets M1 et généralités
 - Les plans de gros œuvre M1
 - Les plans d'implantation des équipements électriques M1
 - Les plans d'implantation des équipements électriques M1
 - Les plans de désenfumage des circulations M1
 - Les plans de réseaux CVC-DSF M1
 - Dossier SSI : plans de zones EXISTANT/PROJET et tableau de corrélation
 - Les pièces graphiques du bâtiment P1
 - Les carnets P1 et généralités
 - Les plans de gros œuvre P1
 - Les plans d'implantation des équipements électriques P1
 - Le plan de principe de couverture WI-FI
 - Les plans de CVC - désenfumage des circulations P1
 - Les plans de réseaux CVC-DSF P1
 - Dossier SSI : plans de zones EXISTANT/PROJET et tableau de corrélation
 - Dossiers DAAT
 - Dossier DTA
 - Dossier diagnostics plans
 - Lot 00 DCE Curage Désamiantage
 - Dossier de plans existants
 - Dossier aménager un ORP
 - Equipements amphithéâtres
 - Photos M1 et P1
6. Le cahier des clauses administratives générales Travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié. Les prescriptions techniques applicables aux marchés publics de travaux dont la liste est annexée au décret n° 86-290 du 25 février 1986. ;

7. Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux (décret n° 76.87 du 21 janvier 1976, modifié par décrets numéros 76-625 du 5 juillet 1976, 81-99 du 3 février 1981, 81-271 du 18 mars 1981 et 86-447 du 13 mars 1986) ;
8. Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S./D.T.U.), tels qu'ils sont énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 17 juin 1986 du ministre de l'économie relative au cahier des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, et compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 de ladite circulaire ;
9. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
10. L'offre technique du titulaire.

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur l'acte d'engagement, l'acte d'engagement prévaut sur ses annexes en cas de contradiction avec celles-ci. Par ailleurs, pour tous autres documents précités (ex : dossier des plans) chacune de leurs annexes prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

Les pièces graphiques des deux bâtiments_M1 et P1 s'équivalent.

2.3- Pièces à délivrer au titulaire

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG-Travaux, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant du marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION

3.1- Généralités

3.1.1- Forme des prix

Les prix sont révisables.

3.1.2- Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA auxquels on appliquera le taux de TVA en vigueur au moment du règlement.

Le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution complète et conforme en tous points aux stipulations du marché et aux règles de l'art et satisfaire aux règlements administratifs en vigueur au mois d'établissement des offres.

Le montant figurant à l'acte d'engagement est réputé comprendre notamment les prestations ci-après :

- Les frais d'études et de reproduction des documents
- Les frais afférents à l'utilisation de brevet ou procédés spéciaux
- Les frais d'assurances
- Fourniture du préchauffage et de l'éclairage si nécessaires
- Toutes mesures à prendre pour la sauvegarde, la bonne conservation ou la remise en état des ouvrages et des lieux
- Les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG Travaux
- Les dispositions et précautions à prendre par l'entreprise pour atténuer la gêne occasionnée au personnel pendant la durée de l'opération à l'intérieur du site et réduire autant que possible : les bruits d'origines diverses les odeurs, fumées, gaz, poussières d'origine diverses...
- Les frais d'installation de chantier et de repli le cas échéant

a - l'entrepreneur doit tenir compte dans sa proposition de prix des indications suivantes :

Les fournitures ou les travaux doivent être livrés et exécutés complets et conformes en tous points aux stipulations du marché et aux règles de l'art et satisfaire aux règlements administratifs en vigueur au mois d'établissement des offres.

b – Les prix sont établis en considérant également :

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, il reconnaît avoir, notamment, avant la remise de son acte d'engagement :

- Pris connaissance complète et entière des lieux,
- Apprécié toute difficulté inhérente au site et notamment les difficultés d'accès, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, ...
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de tous services ou autorités compétents.

L'entreprise est tenue de fournir à ses frais les cabines de chantier, moyens de transport, matériels, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution du marché.

En cas de vol ou de perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrages, les frais résultants des remplacements et mises en état incombent à l'entrepreneur sans indemnisation de la part du maître d'ouvrage ou prolongation de délais.

3.1.3- Révision des prix – Articles R2112-13 à R2112-18 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Les répercussions sur le prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont révisibles mensuellement à compter de l'ordre de service de démarrage du marché, à chaque état d'acompte.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres conformément à l'article 9.4 du CCAG Travaux. Ce mois est appelé M_0 , soit **janvier 2026**.

Les index de référence choisis sont les suivants :

Pour le lot 01 :	Gros œuvre	BT06
Pour le lot 02 :	Menuiseries extérieures – Serrurerie	BT42
Pour le lot 03 :	Plâtrerie - Isolation - Faux plafonds	BT08
Pour le lot 04 :	Menuiseries intérieures – Signalétique	BT18a
Pour le lot 05 :	Rénovation du mobilier d'amphithéâtres	BT50
Pour le lot 06 :	Revêtements de sol - Parquet - Peinture – Nettoyage	BT46
Pour le lot 07 :	Installations de chantier – Électricité	BT47
Pour le lot 08 :	CVC - Désenfumage	BT41

Chaque index est publié par l'INSEE.

- Modalités de révision des prix : La révision est effectuée par application au prix considéré d'un coefficient donné par la formule :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85(BT_n/BT_0)]$$

Dans laquelle P = prix révisé HT de la situation

P_0 = prix initial HT notifié

BT_n = dernier indice définitif connu au moment du dépôt de la facture par le titulaire sur Chorus Pro Travaux

BT_0 = valeur de l'indice BT au mois d'établissement du prix (Mois M_0)

Arrondi sur le coefficient BT_n/BT_0 : arrondi au millième supérieur

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur ne procédera pas à un règlement provisoire. La révision définitive interviendra alors sur le premier acompte du marché suivant la parution de la valeur finale de l'index correspondant.

Si les travaux ne sont pas achevés à l'issue de chaque délai de réalisation des prestations, et si ce délai n'a pas fait l'objet d'une prolongation, la révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution ne s'appliquera pas.

- Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.2- Règlement des comptes

3.2.1- Modalités de transmission et de paiement

* 3.2.1.1- Modalités de transmission des pièces de paiement

Outre les mentions prévues dans le CCAG-Travaux, les demandes de paiement comprennent les indications suivantes :

- Le numéro de bon de commande (commençant par 45...);
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Les références du marché (numéro (2025T016) et date de notification) ;
- La désignation des prestations effectuées ;
- Les prix HT et TTC des prestations ;
- Le taux et le montant de la TVA.

La transmission de factures se fait par l'utilisation du portail Chorus Pro Travaux. Le Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique précise en son article R.2392-3 que l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour des raisons de gestion, le titulaire présentera, pour chaque situation d'avancement de travaux, une facture unique faisant apparaître un sous-total distinct pour chacun des bâtiments M1 et P1 sous peine d'être rejetée.

Le titulaire devra présenter, en fin de phase 1, une demande de paiement portant sur l'intégralité des prestations de la phase 1 réceptionnée.

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO TRAVAUX (SIRET : 130 029 754 00012 et TVA intracommunautaire : FR88 130 029 754, pas de code service).

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation : contact : facturier-ulille@univ-lille.fr

* 3.2.1.2- Modalités de paiement

Conformément à la réglementation en vigueur (articles L2192-10 et R2192-10 du Code de la commande publique), le délai maximum de paiement, sur lequel l'acheteur s'engage, est de **30 jours**. En cas de dépassement de ce délai contractuel, Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage).

Le titulaire a droit, sans formalité, à une indemnité forfaitaire liée aux frais de recouvrement générés par le retard. Le montant de cette indemnité est fixé à 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnité complémentaire sur présentation de justificatifs.

3.2.2- Rythme des règlements

Les règlements des comptes se feront selon les règles suivantes :

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les situations mensuelles seront établies en un exemplaire, déposé sur Chorus Pro Travaux, à partir d'une décomposition du forfait en pourcentage d'exécution des travaux proposée pour chaque poste par le candidat et définitivement arrêtée en accord avec le Maître d'œuvre.

3.3- Paiement des sous-traitants et cotraitants

3.3.1 Désignation des sous-traitants

Dans les conditions prévues par les articles L 2193-1 et suivants et R 2193-1 et suivants du code de la Commande Publique, le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de ses prestations à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La présentation du sous-traitant peut intervenir dans le cadre de prestations spécifiques bien déterminées au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. Dans ce cas, l'offre contient le formulaire DC4.

En cours d'exécution d'une prestation notifiée par bon de commande, la présentation du sous-traitant consiste à demander au représentant du pouvoir adjudicateur, l'établissement d'un acte spécial. La présentation s'effectue grâce au formulaire DC4.

Cet acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles R2193-1 à R2193-4 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique :

Le titulaire doit joindre, en sus de l'avenant ou de l'acte spécial de sous-traitance, l'attestation sur l'honneur du sous-traitant comprenant les déclarations qu'il a lui-même remises lors du dépôt de son offre ainsi que les pièces suivantes :

- a) Relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- b) L'attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF de moins de 6 mois ;
- c) L'attestation fiscale en cours de validité ;
- d) Les attestations d'assurance en cours de validité ;

Par ailleurs, il devra établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément aux articles R2193-1 à R2193-9 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire au maître de l'ouvrage, doivent être établies en euros.

L'acceptation d'un sous-traitant est effective :

- Dès le renvoi contresigné par le Maître d'ouvrage de la déclaration de sous-traitance.
- Passé un délai de 21 jours après la transmission de la déclaration de sous-traitance par l'entrepreneur sans réponse du Maître d'Ouvrage.

3.3.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants

En application des articles R2193-11 à R2193-15 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché. (...). Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionné à l'article R 2193-11 pour donner son accord ou notifier son refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

Passé [ce] délai (...) le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve (...), le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

3.3.3 Co-traitance

Conformément aux dispositions de l'article R2142-24 du code de la commande publique, dans le cas de la constitution d'un groupement conjoint d'entreprises, le mandataire du groupement sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

3.3.4 Rémunération des co-traitants

Conformément aux articles 10.7.1 et 10.7.3 du CCAG Travaux, en cas de groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, le calcul du montant des avances prévues par la réglementation étant fait pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul-habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul-habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

4.1- Délais d'exécution

4.1.1- Délai global d'exécution

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est de 19 mois. Ce délai comprend, pour chaque phase, une période de préparation de chantier de 1 mois.

Le délai d'exécution court à compter de la date qui figurera dans l'ordre de service de démarrage de chaque phase.

4.1.2- Délais partiels

Le marché étant décomposé en phases, chacune d'elles correspond à un délai partiel. Les délais partiels sont donc décomposés comme suit :

Délai partiel (DP)	Délai partiel (en mois) à compter du démarrage de la tranche/phase concernée
DP1 - Bâtiment M1	8 mois (préparation de chantier comprise)
DP2 - Bâtiment P1	16 mois (préparation de chantier comprise)
DG - Délai global prévisionnel	19 mois (préparation de chantier comprise)

En raison d'un délai d'exécution distinct du délai global, les travaux du bâtiment M1 feront donc l'objet d'une réception partielle en application de l'article 8.3 du présent document.

Tout dépassement de délai entraînera des pénalités.

Les délais comprennent :

- la période de préparation,
- les congés payés,

- le délai de repliement du chantier,
- le délai de nettoyage général final.
- un forfait de 10 jours d'intempéries

Les horaires d'intervention possibles sont les suivants :

- pour les travaux extérieurs : entre 6h et 17h
- pour les travaux intérieurs : entre 7h et 20h

Par dérogation au CCAG Travaux : la valeur du phénomène météorologique pris en compte (en sus des 10 jours inclus dans les délais) constatée et comptabilisée par demi-journées justifiées par des travaux extérieurs est la suivante :

- Neige : 100 mm constatés à l'embauche du matin

Il est à noter que le maître d'œuvre sera à même d'apprécier la réalité des phénomènes empêchant réellement l'exécution de l'ouvrage, corps d'état par corps d'état. En cas de contestation, seul un document, produit aux frais de l'entreprise qui conteste, de la station météo de Lille-Lesquin sera admis comme preuve.

4.2- Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 2.3 de l'article 18 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, est fixé à 10 (dix).

Par dérogation au 3ème alinéa du 2.3 de l'article 18 du CCAG, dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avérant de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre pourra prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur, et le délai d'exécution sera prolongé d'autant.

4.3- Fourniture des DOE

La remise du DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) se fera en 1 exemplaire numérique (tous les plans étant sous format « dwg » + « pdf »).

4.4- Pénalités

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, les pénalités sont forfaitaires et énumérées ci-dessous ainsi que leurs modalités d'application.

Elles sont exprimées en hors taxes.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, ces pénalités seront encourues du simple fait de la constatation par le Maître d'ouvrage, sans qu'il soit nécessaire de formaliser aucun acte, aucune information, ni aucune décision du Maître d'Ouvrage.

4.4.1- Retards dans l'exécution des travaux

Événements	Délais	Pénalités	Mise en œuvre de la pénalité
Dépassement du délai partiel DP1 ou DP2 des travaux	Sans objet	2 300,00 € (deux mille trois cent euros) par jour calendaire de retard	Simple constatation par le MOE ou par le Maître d'Ouvrage
Absence aux réunions	Sans objet	200€ par intervenant convié et absent	Simple constatation par le MOE ou par le Maître d'Ouvrage
Retard aux réunions	Au-delà de 15 minutes de retard	200€ par quart d'heure de retard au-delà du 1er quart d'heure	Simple constatations par le MOE ou par le Maître d'Ouvrage
Retard dans le repli des installations de chantier* ***	A compter du 15ème jour après la réception	500,00€ (cinq cents euros) par jour calendaire de retard	Simple constatation par le MOE ou par le Maître d'Ouvrage

Événements	Délais	Pénalités	Mise en œuvre de la pénalité
Retard dans le nettoyage du chantier**	A compter de 5 jours après la demande du Maître d'ouvrage ou du MOE	1000€ (mille euros) par jour de retard calendaire	Simple constatation par le MOE ou par le Maître d'Ouvrage
Dépassement du délai pour la levée des Réserves***	Sans objet	2 500€ par jour calendaire de retard pour les réserves non levées	Simple constatation par le MOE ou par le Maître d'Ouvrage
Non-respect des délais fixés à l'article 8.2.1. Réception***	Sans objet	200,00 € (deux cents Euros) par jour calendaire de retard et par obligation	Simple constatation par le MOE ou par le Maître d'Ouvrage

*En cas de retard, les opérations de repliement des installations de chantier, l'enlèvement des déchets de chantier et la remise en état des emplacements seront faites aux frais du Titulaire.

**En cas de retard de plus de 15 (quinze) jours à compter d'une demande du Maître d'ouvrage ou du MOE, les opérations de nettoyage du chantier seront réalisées aux frais et risques du Titulaire

***Pénalités valables au regard du délai global (DG) comme des délais partiels (DP1 et DP2) définis ci-avant.

4.4.3- Retard dans l'établissement, la présentation et la correction des documents

Événements	Pénalités	Mise en œuvre de la pénalité
Non communication des Études d'exécution	200,00 € (deux cents Euros) par jour calendaire de retard et par document	Simple constatation par le MOE ou par le Maître d'Ouvrage
Non communication du DOE	200,00 € (deux cents Euros) par jour calendaire de retard et par document	Simple constatation par le MOE ou par le Maître d'Ouvrage
Non communication de devis demandés par le Maître d'Ouvrage ou le MOE	200,00 € (deux cents Euros) par jour calendaire de retard et par document	Simple constatation par le MOE ou par le Maître d'Ouvrage
Transmission des contrats de sous-traitance au pouvoir adjudicateur	200,00 € (deux cents Euros) par jour calendaire de retard et par document	Simple constatation par le MOE ou par le Maître d'Ouvrage

4.4.4- Autres pénalités

Événements	Délais	Pénalités	Mise en œuvre de la pénalité
Non-respect de prescriptions figurant dans un rapport de visite du coordonnateur SPS	Sans objet	200€ (deux cents euros) par jour calendaire à compter de la constatation du manquement	Simple constatation par le MOE ou par le Maître d'Ouvrage
Non-respect de dispositions prévues par la Charte chantier propre	Sans objet	1000,00€ (mille euros) par disposition non respectée	Simple constatation par le MOE ou par le Maître d'Ouvrage
Non-respect des dispositions sur le travail dissimulé	Sans objet	5000,00 € (cinq mille euros) puis 500€ par jour suite à la mise en demeure de faire cesser l'infraction	Mise en demeure de faire cesser l'infraction*
Dégradations constatées sur ouvrages existants ou réalisés dans le cadre des travaux	Sans objet	500,00€ (cinq cents euros) par jour calendaire de retard	Simple constatation par le MOE ou par le Maître d'Ouvrage
Non remplacement d'une personne nommément désigné dans le contrat en cas d'insuffisance ou d'indisponibilité	Au-delà de 15 jours	200,00€ (deux cents euros) par jour calendaire de retard	Simple constatation par le MOE ou par le Maître d'Ouvrage

* Ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du Marché, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le Titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le marché rompu sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire.

Non présentation d'échantillon

Passé un délai de 8 jours au-delà de la date prévue de remise des échantillons réclamés par le maître d'œuvre, une pénalité de 50€ par pièce et par jour calendaire sera appliquée sans autre mise en demeure que la seule stipulation au compte rendu de chantier.

Respect du site

Une pénalité de 500€ par jour calendaire sera appliquée pour le non-respect du site, en particulier :

- Usage de surface située hors de l'installation de chantier
- Stationnement ou stockage en dehors des zones autorisées
- Non-fermeture des portes d'accès
- Salissure des voies d'accès ou de toute autre partie hors de l'emprise de chantier (notamment ruissellement d'eau chargée), des circulations
- Tout comportement ou disposition pouvant causer un risque pour les usagers du site
- Dépassement de la limite vitesse de circulation fixée à 10 km/h
- Non-respect des dispositions définies pour permettre la réalisation des travaux en site occupé

Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.14.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200€.

Pénalités pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.13.2 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200€.

4.7- Exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux en vigueur (ou du CCAG applicable lors de l'exécution de l'opération concernée), les pénalités (quel qu'en soit le motif) seront appliquées même si leur montant total ne dépasse pas 1 000€ (ou montant éventuellement actualisé) pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux en vigueur (ou du CCAG applicable lors de l'exécution de l'opération concernée), le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire n'est pas plafonné.

ARTICLE 5. CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1- Cautionnement retenue de garantie

Conformément aux articles R2191-32 à R2191-42 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, une retenue de garantie de 5% (cinq pour cent) sera automatiquement déduite du montant T.T.C. de chaque acompte permettant au maître d'ouvrage d'avoir une retenue égale à 5 % du montant des travaux en fin de chantier.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré de l'entreprise par une garantie "à première demande" délivrée par un établissement bancaire agréé conformément à la réglementation en vigueur.

Cette garantie sera mise en place au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. Dans le cas contraire, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire a la possibilité de substituer une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Toutefois, ces deux cas sont constitués pour le montant total du marché y compris les avenants.

Par dérogation à l'article 42.5 du CCAG Travaux, les stipulations générales relatives à la libération des sûretés (retenue de garantie ou caution personnelle et solidaire ou garantie à première demande en remplacement de la retenue de garantie) sont applicables à l'expiration du délai de garantie de chacune des phases du marché. Ainsi, la sûreté sera restituée en deux fois : l'une à l'issue de la garantie de parfait achèvement de la phase 1, et l'autre, lors du solde de la phase 2.

5.2- Avance

Une avance est versée au titulaire, sauf indication de renonciation dans l'acte d'engagement de la part du titulaire, lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur au seuil de 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, conformément aux articles R2191-3 à R2191-12. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire est un groupement d'entreprises, le droit à l'avance s'apprécie par rapport au montant total du marché public, de la tranche ou du bon de commande et non par rapport au montant de la part des prestations devant être exécutées par chacun de ses membres.

Lorsque le marché est attribué à un groupement d'opérateurs économiques au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, l'acheteur verse la part de l'avance revenant à chacune des entreprises.

À défaut d'une telle possibilité d'identification, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire commun qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Lorsqu'une garantie à première demande est exigée pour l'obtention de l'avance, l'article R2191-39, auquel renvoie l'article R2391-25 pour les marchés de défense ou de sécurité, relatif aux garanties prévoient deux cas de figure :

- lorsque le titulaire est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour la totalité de l'avance ;
- lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre fournit une garantie correspondant à l'avance qui lui est consentie. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire, il peut constituer la garantie à première demande pour la totalité de l'avance.

Ce montant n'est pas soumis à variation des prix.

Le remboursement de l'avance forfaitaire s'effectue, en une fois, sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Ce remboursement s'effectue indépendamment des phases.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le titulaire veillera à remplir l'article B4 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6.1- Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché, ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6.2- Mise à disposition des carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3- Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1- Caractéristiques et qualités

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG en vigueur concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6.3.2- Vérification

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérification, ainsi que les modalités correspondantes.

6.3.3- Essais et vérifications

Le Maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire du lot concerné, ils sont réputés inclus dans l'offre de l'entreprise,
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par l'entreprise.

6.4- Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'Ouvrage.

Le cahier des clauses techniques particulières fixe les modalités de mise en œuvre d'ouvrages récupérés fournis par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 7. PREPARATION COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1- Période de préparation

La période de préparation court à compter de la date qui figurera dans l'ordre de service de démarrage de chaque phase.

Le démarrage de l'exécution des travaux prendra effet à l'issue de chaque période de préparation pour chacune des phases, par dérogation à l'article 18.1.1. du CCAG-Travaux.

Les tâches à réaliser par le titulaire pendant la période de préparation sont les suivantes :

- Établir une demande de sous-traitance ;
- Réaliser la VIC ;
- Rédaction et transmission du PPSPS ;
- Rédaction et transmission d'un plan de prévention, si nécessaire ;
- Rédaction et transmission du permis feu ;
- Réalisation des états des lieux ;
- Réalisation des autorisations de voiries ;
- Rédaction et transmission du PIC
- Mise en œuvre des installations de chantier ;
- Proposer un panneau de chantier ;
- Transmettre un dossier technique complet (détails et plans d'exécution, avis technique, note de calcul, etc..) ;
- Rédaction et transmission d'un planning ;
- Présentation d'échantillon le cas échéant.

7.2- Rendez-vous de chantier

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner des ordres nécessaires sur le chantier.

Les rendez-vous de chantier ont lieu aux jours et heures fixées par le maître d'œuvre.

La présence de l'entrepreneur étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité sans que mention du fait soit notée au compte rendu de chantier.

L'entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

7.3- Tenue à jour des plans d'exécution et document de chantier

Les entrepreneurs tiendront en permanence sur le chantier dans un casier fermant à clé, tous les documents à jour concernant l'opération (plans, notes...). Ces documents seront réservés au Maître d'Ouvrage ou ses représentants et au contrôleur technique.

7.4- Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessus du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

ARTICLE 8. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1- Nettoyage de chantier

Le titulaire doit respecter les dispositions prévues au cahier des clauses techniques communes.

8.2- Réception globale et réception partielle

Le marché étant composé de 2 phases, chaque phase fera l'objet de réception partielle. La dernière réception vaut réception finale.

Par dérogation à l'article 42.1 à 42.3 du CCAG Travaux, le terme « tranche de travaux » est remplacé par « phase de travaux ».

8.2.1- Réception

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-Travaux, trente (30) jours avant la date de fin de phase définie dans le planning contractuel fourni par le maître d'ouvrage, le titulaire demandera par lettre recommandée avec accusé de réception au Maître d'œuvre la réception de l'ouvrage.

A la demande de réception sera joint l'ensemble des résultats des autocontrôles et essais prévus au marché. Le Titulaire indique la date à laquelle il estime l'achèvement des travaux.

Si cette date est postérieure à la date de fin de phase définie dans le planning contractuel, le Titulaire encourt une pénalité définie à l'article 4.4.1 du présent CCAP.

Quinze (15) jours avant la date de fin de phase définie dans le planning, le Titulaire transmet au Maître d'œuvre :

- Le dossier des ouvrages exécutés (DOE)
- Les attestations de fonctionnement de l'AQC (Agence Qualité Construction)
- Le dossier d'identité S.S.I. le cas échéant
- Le Rapport de réception technique du SSI sans observation le cas échéant
- Et plus généralement tous les rapports de vérifications réglementaires préalables à la mise en service.

Il transmet au Contrôleur Technique les éléments permettant de lever les derniers avis suspendus et défavorables.

Il transmet au coordonnateur SPS les documents, notices, fiches techniques permettant de finaliser le DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages).

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG Travaux, si la réception est assortie de réserves, le titulaire devra remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai d'un mois. Par dérogation, à l'article précité, au-delà de ce délai, et nonobstant l'application des pénalités, le MOA se réserve le droit de faire réaliser les réserves restantes aux frais et risques de l'entreprise concernée sans mise en demeure.

Dans le cas où les réserves n'auraient pas été réalisées dans le délai prescrit, le Maître d'Ouvrage pourra appliquer les pénalités prévues au présent CCAP et ce sans préjudice de la possibilité du Maître d'Ouvrage de faire exécuter les travaux permettant de lever ces réserves aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure préalable.

8.2.2- Réception partielle

Les travaux de la phase 1 feront l'objet d'une réception partielle, comme prévu dans les dispositions de l'article 42.2 du CCAG-Travaux.

La prise de possession du bâtiment M1 par le maître d'ouvrage, entraîne le transfert de la garde des ouvrages.

Elle devra être précédée d'une réception partielle dont les conditions sont fixées ci-dessous :

- Établissement d'un état des lieux contradictoire
- Réalisation des opérations préalables à la réception au sens de l'article 41.2 du CCAG Travaux
- Etablissement d'un PV de réception mentionnant les éventuelles réserves.

La réception partielle respectera les modalités indiquées à l'article 8.2.1 du présent CCAP.

8.3- Délai de garantie

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG Travaux, le délai de garantie pour le présent marché est de 2 (deux) ans pour chaque phase du marché à compter de leur réception partielle respective.

En outre, par dérogation à l'article 44.1, durant le délai de garantie de parfait achèvement, en cas d'absence de réponse de l'entreprise à une sollicitation du MOA au-delà de trente jours, le MOA se réserve le droit de faire réaliser les travaux requis aux frais et risques de l'entreprise concernée.

Le Titulaire s'engage à ce que les pièces de rechange du matériel installé soient disponibles chez le fournisseur pendant une durée de 5 ans au-delà de l'expiration du délai de garantie.

8.4- Assurances

- a) Les entrepreneurs déclarent être titulaires de garanties couvrant :
 - Leur responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792.2 et 2270 du Code Civil, conformément à l'article L 241.1 du Code des Assurances et aux clauses types prévues à l'annexe 1, à l'article A241.1 de l'arrêté du 17.11.1978, modifié par l'arrêté du 27.12.1982.
 - Les risques d'effondrement avant réception.
 - La garantie de bon fonctionnement minimale de deux ans des éléments d'équipement, au sens de l'article 1792.3 du Code Civil.

Les fabricants soumis à la loi 78.12 du 4 janvier 1978 devront, quant à eux, avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité, en vertu de l'article 1792.4 du Code Civil.

En cas de travaux sur existants, ces garanties devront impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 Janvier 1978 et par l'annexe 1 à l'article A241.1 précité aux dommages consécutifs aux travaux neufs subis par les parties anciennes de la construction.

Les entrepreneurs déclarent être titulaires, en outre, des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils sont susceptibles d'encourir, vis à vis des tiers et du Maître d'Ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les travaux.

Ces garanties doivent être étendues :

- d'une part aux dommages causés aux parties anciennes de la construction sur, sous, ou dans lesquelles sont exécutés les travaux neufs, ainsi qu'aux biens mobiliers s'y trouvant, notamment par accident, incendie, explosion, eaux et vol, en matière d'incendie et d'explosion le montant de la garantie doit être égale au coût de la construction à neuf du bâtiment le plus important ou de l'ensemble des bâtiments s'ils communiquent.
 - d'autre part, aux dommages causés aux ouvrages avant réception, par incendie, explosion ou eaux, y compris ceux subis par les entrepreneurs eux-mêmes, même si ces dommages ont été causés par des événements fortuits ou de force majeure.
- b) Les entrepreneurs devront joindre à leur soumission les attestations émanant de leur Compagnie d'Assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants et fabricants, délivrées dans les mêmes conditions. Ils doivent adresser ces attestations au maître d'ouvrage au cours du 1^{er} trimestre de chaque année pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître d'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants. Aucun règlement ne sera effectué par le Maître d'Ouvrage à l'entrepreneur si celui-ci ne produit pas de justificatif.
- c) En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur (ou fabricant), la souscription d'une assurance complémentaire et, à défaut de souscrire ladite assurance pour le compte de ce dernier, et/ou de ses sous-traitants, et/ou de ses fabricants, le montant de la prime sera retenu, sur justificatif, sur le montant de la première situation présentée par l'entrepreneur.
- d) La fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux obligations imposées aux articles a et b constituent un préalable à la passation des marchés.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché entraînera la résiliation de plein droit du marché par le Maître d'Ouvrage.

8.5- Mesures coercitives

Par application de l'article 48 du CCAG, lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, la personne responsable du marché le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit. Ce délai n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Si l'entrepreneur n'a pas déféré à la mise en demeure, une mise en régie à ses frais et risques peut être ordonnée ou la résiliation du marché peut être décidée.

En cas de résiliation aux frais et risques de l'entrepreneur, il est passé un marché avec un autre entrepreneur pour l'achèvement des travaux.

ARTICLE 9. RESILIATION DU MARCHE

9.1- Résiliation pour faute du titulaire

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b) Le titulaire a refusé de représenter ou de restituer des bâtiments, terrains, matériels, produits de construction, équipements et approvisionnements qui lui ont été confiés, ou il a dégradé ou utilisé de manière abusive ces bâtiments, terrains, matériels, objets et approvisionnements ;
- c) Le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 52 du CCAG Travaux, ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre, et si le titulaire n'a pas été autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux. Dans ce cas, la

résiliation du marché décidée peut être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire et, dans ce dernier cas, les stipulations des articles 52.4 à 52.7 s'appliquent ;

d) Dans le cas où le marché prévoit un contrôle de coût de revient, le titulaire a contrevenu à ses obligations ;

e) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.4.1 du présent CCAP ;

f) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 8.5 ci-dessus ;

g) Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 50.1.1 du CCAG Travaux, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;

h) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du CCAG Travaux et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;

i) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;

j) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel, et à la sécurité, conformément à l'article 5 du CCAG Travaux ;

k) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;

l) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Dans le cadre de la mise en demeure au préalable (excepté pour les cas prévus aux g), i), k) et l)), le maître d'ouvrage informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations

Conformément à l'article 50.3.3. du CCAG Travaux, la résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

9.2- Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, aucune indemnité de résiliation ne sera versée.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité.

Le titulaire doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

ARTICLE 10. COMPTE PRORATA

Les dépenses d'intérêt commun sont celles qui, effectuées par une ou plusieurs entreprises ont pour but d'assurer la préparation et l'organisation du chantier, l'hygiène et la sécurité des personnes, la coordination et l'exécution des travaux.

Le compte prorata est destiné à couvrir divers frais qu'il est difficile, voire impossible, d'attribuer à un corps de métier en particulier. Ces dépenses sont réparties sur l'ensemble des entreprises concernées.

Pour le présent marché, un compte prorata est mis en place. Sa gestion incombera au titulaire du lot 07 « Installations de chantier – Électricité ».

Le pourcentage fixé pour les titulaires des autres lots du marché est de 1,25% du montant TTC de chacune de leur situation.

ARTICLE 11. LITIGES ET DIFFERENDS

Conformément à l'article 55 du CCAG-Travaux, l'Université de Lille et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché. En cas d'impossibilité entre les parties de régler un éventuel litige à l'amiable, ou grâce à une médiation externe, seul le Tribunal administratif de Lille sera compétent pour juger le litige.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Articles du CCAP	Articles du CCAG-Travaux auxquels il est fait dérogation
Article 1.9	Article 50.1.2
Article 1.12.5	Article 13
Article 2.1	Article 4.1
Articles 4.1 et 4.2	Article 18.2.3
Article 4.4	Articles 19 et 19.2.4
Article 4.7	Articles 19.2.1 et 19.2.2
Article 5.1	Article 42.5
Article 7.1	Article 18.1.1
Article 8.2	Articles 42.3 et 44.1
Article 8.2.1	Articles 41.1 et 41.1.6
Article 8.3	Article 44.1
Article 9.2	Article 50.4

A le

Fait à Lille, en un exemplaire, le

Le titulaire
(Nom, prénom, qualité, signature +
cachet commercial)

Le Pouvoir Adjudicateur